

Le commerce en 2009

Baisses de l'activité et de l'emploi

Philippe Bourieau, Stéphanie Lemerle, Sophie O'Prey, division Commerce, Insee

L'année 2009 est marquée par les effets de la récession. La baisse d'activité est prononcée dans le commerce de gros, particulièrement pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement professionnel. Le commerce de détail et l'artisanat commercial, pris dans leur ensemble, restent stables. Si l'on exclut les pharmacies, toujours très dynamiques, le commerce de détail baisse modérément en volume. Certes, les grandes surfaces alimentaires et les petites surfaces d'alimentation et magasins de surgelés se maintiennent, mais les autres formes de vente sont en recul. Les ventes de l'ensemble du commerce et de la réparation automobiles diminuent légèrement, malgré la hausse des ventes de véhicules neufs sous l'effet de la prime à la casse. Pour la première fois depuis 15 ans, l'emploi baisse dans le commerce, y compris dans le commerce de détail.

En 2009, dans les trois grands secteurs du commerce, les ventes baissent ou restent stables en volume (*définitions*) : cette baisse est marquée pour le commerce de gros et les intermédiaires du commerce (-5,4 %), après une année 2008 où ce secteur avait bien résisté à la montée de la crise (+1,7 %) ; l'activité est stable (0,0 %) dans le commerce de détail et l'artisanat commercial après une faible progression en 2008 (+0,2 %) qui interrompait près de dix ans de croissance soutenue ; la baisse des ventes est limitée dans le commerce et la réparation automobiles (-0,6 %), après le net recul de 2008 (-2,9 %). Grâce au succès de la prime à la casse, le commerce de véhicules automobiles croît en volume (+1,9 %). En revanche, les ventes reculent fortement pour l'entretien et la réparation d'automobiles, le commerce de détail de carburants et le commerce et la réparation de motocycles.

Une baisse d'activité marquée dans le commerce de gros

Suivant avec un peu de retard la conjoncture, les ventes du commerce de gros baissent

fortement en 2009 : -5,4 % en volume (*tableau 1*). Les ventes de marchandises des grossistes atteignent 578 milliards d'euros, y compris les centrales d'achat et les intermédiaires du commerce. Elles s'élèvent à 476 milliards sans ces intermédiaires dont les ventes entraînées par les centrales d'achat suivent le repli d'ensemble. Seul le commerce de gros de produits agricoles bruts progresse en volume (+8,0 %) grâce à de très bonnes récoltes céréalières ; toutefois, la baisse des prix a fait chuter les ventes en valeur (-17,8 %). Dans le commerce de gros de produits alimentaires, les ventes reculent légèrement en volume (-0,6 %) et celles de biens de consommation non alimentaires, tributaires de la demande des ménages, se retournent (-1,6 % contre +1,9 % en 2008). La baisse des ventes des biens intermédiaires non agricoles est très forte (-11,4 %) ; pour toutes les activités de grossistes du secteur (carburants, combustibles, produits pour l'installation de l'habitat et la construction, chimie, métaux), les ventes reculent nettement. La baisse est également marquée pour les biens d'équipement professionnel (-13,9 % contre +1,7 % en 2008). Même les ventes de matériel informatique et de machines de bureau, en croissance forte et ininterrompue depuis 2000, subissent un important revers.

Stabilité des ventes dans le commerce de détail

En 2009, les ventes de l'ensemble du commerce de détail et de l'artisanat commercial se sont élevées à 457 milliards d'euros TTC. Elles restent stables en volume (*tableau 2*) après avoir très faiblement augmenté en 2008 (+0,2 %). Sur la période 2000-2007, elles avaient, en revanche, beaucoup progressé. Les ventes des magasins d'alimentation spécialisée et d'artisanat commercial continuent de se replier en volume (-1,8 %) après la baisse de 2008 (-2,6 %). Les ventes des petites surfaces d'alimentation générale et des magasins de produits surgelés résistent mieux : une faible croissance (+0,2 %) fait suite au recul modéré de 2008 (-0,6 %). L'érosion des ventes des grandes surfaces d'alimentation générale s'interrompt en 2009 (+0,4 % après -1,2 % en 2008).

INSEE
PREMIERE



INSEE

En 2009, les ventes des pharmacies et commerces d'articles médicaux continuent de progresser fortement en volume (+ 4,9 %). Ce secteur obéit à une dynamique particulière peu affectée par la crise. Hors pharmacies, les ventes du commerce non alimentaire spécialisé reculent (- 0,9 %), après une très forte croissance au cours des années 2000 qui avait commencé à s'infléchir en 2008. Au sein de ce commerce, les ventes de biens d'équipement du foyer continuent de progresser (+ 3 %) ; les ventes sont quasiment stables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure ; elles sont en baisse dans l'aménagement de l'habitat, et les autres équipements de la personne (respectivement - 1,5 %, et - 1,6 %) ; le recul de l'activité est encore plus prononcé dans le secteur de la culture, des loisirs et des sports (- 3,4 %) et dans les autres magasins spécialisés (- 4,6 %).

L'activité des grands magasins et autres commerces généralistes non alimentaires (les bazars) recule (- 2,1 %) après être restée stable en 2008 (+ 0,1 %).

Au sein du commerce hors magasin, enfin, la vente à distance (vente par correspondance traditionnelle et e-commerce) diminue en

2009 (- 2,5 % en volume) sous l'effet de deux dynamiques contrastées. La vente par correspondance spécialisée progresse fortement en volume : + 6,8 % après + 4,5 % l'année précédente ; à l'inverse, le recul de la vente par correspondance sur catalogue général s'accroît : - 13,2 % en 2009 après - 4,4 % en 2008. L'essor du commerce électronique est réel mais il concerne également d'autres secteurs commerciaux et les services, en particulier la distribution de voyages.

Stabilité des parts de marché sur un an

Les parts de marché en valeur (*définitions*) sont pratiquement stables sur un an (*tableau 3*). Depuis 2000, la part des ventes de produits commercialisables réalisées par les grandes surfaces alimentaires a diminué de 2,1 points pour s'établir à 32,3 % en 2009, comme en 2008 et 2007. La part de l'alimentaire spécialisé, de l'artisanat commercial et des petites surfaces d'alimentation générale s'est effritée d'un peu moins d'un point en neuf ans ; elle est de 9,4 %. Dans le même temps, les parts des pharmacies et des magasins non

alimentaires spécialisés ont progressé respectivement de 1,1 et 1,3 point, pour atteindre 7,3 % et 29,2 %. Les secteurs du commerce et de la réparation automobiles (pièces détachées et carburant, hors véhicules automobiles) réalisent 10,7 % des ventes de produits commercialisables en 2009, en progression de 1,5 point depuis 2000.

Le commerce et la réparation automobiles en faible baisse, malgré le succès de la prime à la casse

En 2009, les ventes au détail des secteurs du commerce et de la réparation automobiles diminuent faiblement en volume (- 0,6 %), après une baisse plus marquée en 2008 (- 2,9 %) (*tableau 4*). Le secteur du commerce de véhicules automobiles progresse (+ 1,9 %), après avoir baissé en 2008 (- 3,1 %). La croissance du secteur reste limitée. Les ventes de voitures particulières neuves ont certes fortement progressé avec la prime à la casse incitant au remplacement des véhicules anciens. Mais les autres activités se contractent (ventes de voitures d'occasion, pièces détachées et

1 Les ventes de marchandises du commerce de gros et des intermédiaires du commerce

	Évolution des ventes en volume au prix de l'année précédente (en %)										Valeur 2009 (en milliards d'euros)
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
A. Commerce de gros (hors intermédiaires)	5,2	4,0	2,5	0,5	4,2	5,0	0,9	2,1	1,2	-5,4	476,1
Biens d'équipement professionnel	9,1	10,4	3,7	3,6	10,7	7,7	1,3	6,2	1,7	-13,9	96,3
Biens de consommation non alimentaires	8,6	7,3	7,2	5,4	2,8	10,5	5,2	4,2	1,9	-1,6	113,2
Biens intermédiaires non agricoles	3,2	2,5	2,9	-3,0	2,3	-4,7	0,5	1,5	-1,8	-11,4	102,2
Produits alimentaires	1,9	0,4	-3,1	-2,3	3,3	4,5	0,6	1,6	-1,5	-0,6	108,1
Produits agricoles bruts	1,8	-4,6	2,8	-1,8	-2,2	8,7	-10,3	-11,0	11,9	8,0	48,6
B. Intermédiaires du commerce	11,6	8,3	0,4	2,3	5,4	4,1	1,1	3,9	4,0	-5,6	102,3
Commerce de gros et intermédiaires	6,2	4,7	2,3	0,8	4,4	4,9	0,9	2,4	1,7	-5,4	578,4

Source : Insee, comptes du commerce.

2 L'activité des formes de vente* du commerce de détail

Formes de vente	Évolution des ventes en volume au prix de l'année précédente (en %)										Valeur 2009 (en milliards d'euros)
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Ensemble commerce de détail et artisanat commercial	4,4	2,9	2,5	2,3	2,6	2,4	2,8	3,6	0,2	0,0	457,2
A. Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques	8,0	7,3	6,9	6,4	7,6	6,2	7,9	5,4	5,0	4,9	39,9
B. Commerce de détail et artisanat commercial (hors ligne A)	4,1	2,5	2,1	2,0	2,2	2,1	2,4	3,5	-0,2	-0,5	417,3
Alimentation spécialisée et artisanat commercial**	3,1	-1,9	0,6	-2,4	-2,0	-0,2	0,7	0,6	-2,6	-1,8	35,2
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	-0,7	2,0	0,8	1,7	1,3	-1,4	-2,3	0,6	-0,6	0,2	16,2
Grandes surfaces d'alimentation générale	2,7	1,1	1,4	1,9	0,6	0,1	0,5	2,4	-1,2	0,4	177,4
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	8,2	1,0	0,7	1,1	5,1	2,6	0,5	4,8	0,1	-2,1	7,1
Magasins non alimentaires spécialisés	6,8	5,8	4,1	3,2	4,7	5,5	5,5	5,8	1,5	-0,9	158,4
Commerce hors magasin	1,8	1,0	0,3	3,0	5,9	1,4	1,8	1,8	-0,3	-2,0	20,7

* L'activité de certaines grandes entreprises relève de deux ou plusieurs formes de vente ; ainsi, les ventes d'une entreprise peuvent être réparties entre les formes de vente d'hypermarchés, de supermarchés et de petites surfaces d'alimentation.

** Artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries.

Source : Insee, comptes du commerce.

équipements automobiles, entretien et réparation). De plus, la proportion de petits modèles, moins chers et moins rémunérateurs, a été plus forte en 2009 qu'en 2008. Comme le secteur de l'occasion, celui de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles pâtit de la croissance du marché du neuf ; ses ventes reculent pour la deuxième

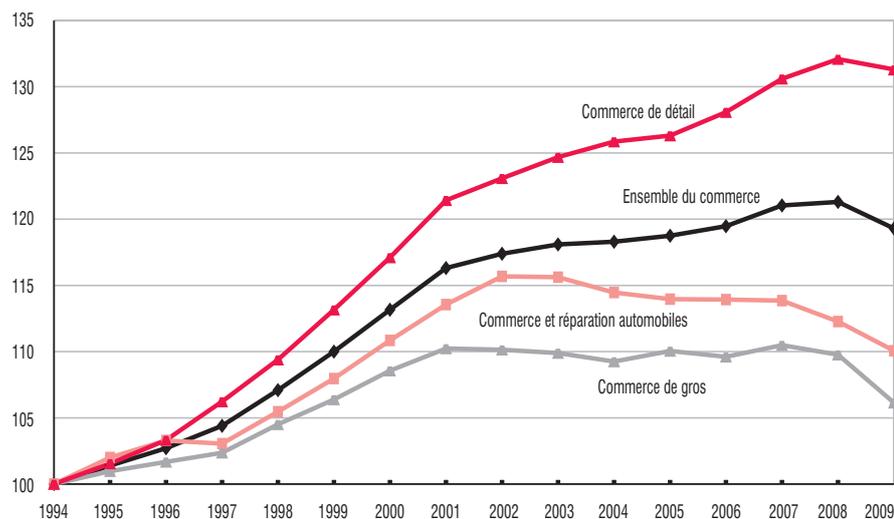
année consécutive : - 3,9 % en volume, après - 4,1 % en 2008. La baisse est très forte dans le secteur du commerce et de la réparation de motocycles (- 9,3 % en volume) après un repli en 2008 (- 0,7 %). Ce secteur a pu souffrir d'un phénomène de substitution lié à la prime à la casse, qui a favorisé l'achat de voitures neuves au détriment

de la réparation ou de l'achat de deux-roues. Enfin, pour la quatrième année consécutive, les ventes du commerce de détail de carburants reculent (- 8,3 % en volume).

Première baisse de l'emploi salarié depuis 15 ans

Évolution des effectifs salariés au 31/12 dans le commerce en glissement annuel

base 100 en 1994



Lecture : pour la première fois en 15 ans, l'effectif salarié du commerce au 31/12 diminue (- 1,7 %). Cette baisse se concentre principalement dans le commerce de gros et dans le commerce et la réparation automobiles.

Sources : Insee, synthèses et conjoncture de l'emploi - Dares.

En 2009, un peu moins de trois millions de salariés travaillent dans le commerce, plus de la moitié dans le commerce de détail, et près d'un tiers dans le commerce de gros. L'emploi salarié dans le commerce baisse (- 1,7 % en glissement annuel entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009), soit une perte de 50 300 emplois (graphique). La baisse est un peu moins forte que celle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands (- 2,2 %). Elle se concentre principalement dans le commerce de gros, et dans une moindre mesure le commerce automobile, deux secteurs qui perdaient déjà des emplois en 2008. L'effectif salarié du commerce de gros diminue en 2009 (- 3,3 %), soit une perte de 32 800 salariés. Dans le commerce automobile, cet effectif baisse aussi (- 2,0 %), soit 7 600 salariés en

3 Parts de marché de l'ensemble des produits commercialisables (hors véhicules automobiles)

en % de la valeur TTC

Formes de vente	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Ensemble commerce de détail et artisanat commercial	84,3	84,5	84,7	84,5	84,3	83,6	83,4	83,5	82,8	83,3
Alimentation spécialisée, artisanat commercial et petites surfaces d'alimentation générale	10,2	10,1	10,2	10,1	10,0	9,7	9,5	9,3	9,2	9,4
Grandes surfaces d'alimentation générale	34,4	34,2	34,1	34,1	33,5	32,8	32,4	32,3	32,3	32,3
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques	6,2	6,3	6,5	6,6	6,8	6,9	7,0	7,0	6,9	7,3
Magasins non alimentaires spécialisés (y compris réparation, hors pharmacies)	27,9	28,3	28,6	28,4	28,6	28,9	29,3	29,7	29,3	29,2
Commerce hors magasin	4,1	4,1	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	3,9	3,8	3,8
B. Ventes au détail du commerce automobile¹	9,2	9,1	9,1	9,2	9,4	10,1	10,3	10,3	10,9	10,7
C. Autres ventes au détail²	6,5	6,4	6,3	6,3	6,2	6,3	6,3	6,3	6,2	6,0
Ensemble des ventes au détail et réparations (en %)	100,0									
Ensemble des ventes au détail et réparations (en milliards d'euros)	421,4	440,5	455,8	472,5	489,4	506,3	523,0	542,0	560,3	549,1

1. À l'exclusion des ventes et réparations de véhicules automobiles, mais y compris les ventes et réparations de motocycles.

2. Ventes au détail du commerce de gros, de divers prestataires de services et ventes directes des producteurs.

Source : Insee, comptes du commerce.

4 Évolution des ventes au détail du commerce et de la réparation automobiles (en volume TTC)

en %

Activités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Commerce de véhicules automobiles	2,7	6,3	- 0,2	- 2,3	3,0	5,4	0,0	3,9	- 3,1	1,9
Entretien et réparation de véhicules automobiles	1,2	3,2	2,9	- 0,1	3,2	- 2,0	0,8	0,2	- 4,1	- 3,9
Commerce de gros d'équipements automobiles	- 6,4	0,2	4,7	3,2	- 4,1	5,1	3,5	0,6	- 2,3	- 7,1
Commerce de détail d'équipements automobiles	2,9	- 0,1	0,0	2,6	- 4,9	5,5	- 1,4	0,7	- 2,2	- 0,4
Commerce et réparation de motocycles	5,3	2,7	0,2	1,2	3,3	- 4,1	3,1	- 0,1	- 0,7	- 9,3
Commerce de détail de carburants	- 4,5	8,0	5,0	1,7	- 3,4	0,8	- 0,6	- 0,7	- 0,6	- 8,3
Ensemble du commerce et de la réparation automobiles	1,8	5,6	0,8	- 1,2	2,0	3,5	0,1	2,6	- 2,9	- 0,6

Source : Insee, comptes du commerce.

moins. L'emploi salarié baisse également dans le commerce de détail, pour la première fois depuis 1992. Le repli est modéré (- 0,6 %), et représente une perte de 9 900 salariés.

Des créations d'entreprises dynamisées par le régime d'auto-entrepreneur

En 2009, 132 000 entreprises ont été créées dans le commerce et l'artisanat commercial, dont 91 000 dans le commerce de détail, 26 000 dans le commerce de gros et 12 000 dans le commerce et la réparation automobiles. Le nombre élevé de créations d'entreprises en 2009 s'explique par l'introduction du nouveau régime d'auto-entrepreneur, créé par la loi de modernisation de l'économie (*définitions*). Ce nouveau régime offre des formalités de création d'entreprises allégées. Toutefois, les entreprises créées sous le régime d'auto-entrepreneur n'ont pas toutes démarré effectivement une activité en 2009. Hors régime d'auto-entrepreneur, 63 000 entreprises ont été créées en 2009 dans le commerce, soit - 20 % par rapport à 2008 (- 21 % dans l'ensemble de l'économie).

Le nombre de créations d'entreprises ayant effectivement démarré une activité commerciale est ainsi compris entre 63 000 et 132 000 (nombre total de créations en 2009, y compris régime d'auto-entrepreneur). En 2008, le nombre de créations dans le commerce était de 77 000, en légère baisse (- 2,2 %) après la forte hausse de 2007 (+ 15,9 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises en date de jugement (*définitions*) augmente dans le commerce (+ 1,8 %) en 2009, mais moins que dans l'ensemble de l'économie (+ 7,1 %). Il est en hausse dans le commerce de détail (+ 4,2 %) et dans le

commerce et la réparation automobiles (+ 2,7 %), alors qu'il diminue dans le commerce de gros (- 3,3 %).

Sources

Les comptes du commerce s'insèrent dans le cadre des comptes nationaux et sont publiés en « base 2000 ». Ils sont établis selon les concepts et définitions du système européen des comptes (SEC 1995). Les chiffres de ventes pour 2009 sont issus du compte spécialisé du commerce présenté en juin 2010 à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN). Il s'agit du compte dit provisoire.

Définitions

L'évolution des ventes « en volume » ou aux prix de l'année précédente, pour une année donnée, s'obtient en déflétant l'évolution des ventes en valeur par un indice mesurant l'évolution des prix par rapport à l'année précédente. Pour les commerces de détail et l'automobile, cet indice de prix est obtenu à partir de l'évolution des prix de la consommation des ménages issue des comptes nationaux et de la structure des ventes du secteur de l'année. Pour le commerce de gros, les prix de vente des produits sont élaborés à partir de différents indicateurs disponibles : prix de vente des industriels, prix des producteurs agricoles, prix sur le marché de gros à Rungis, prix du commerce extérieur...

Les ventes présentées ici diffèrent du chiffre d'affaires réalisé par les secteurs commerciaux pour différentes raisons. Elles ne comprennent pas les ventes de **services** facturées aux clients ou aux fournisseurs ni celles des **biens produits**. Dans le commerce de détail, certains commerçants travaillent « à la commission » et par conséquent n'incluent dans leur chiffre d'affaires que les commissions perçues (débitants de tabac, marchands de journaux...); les ventes correspondantes sont alors estimées pour se rapprocher

de la consommation des ménages en valeur.

Par convention, l'analyse des **parts de marché** porte sur les ventes au détail en valeur toutes taxes comprises (TTC) de produits commercialisables hors ventes de véhicules, caravanes et remorques, neufs ou d'occasion, et hors entretien et réparation de véhicules, mais y compris les produits liés à l'automobile : pièces détachées et pneumatiques (même dans le cas où ils sont montés par les réparateurs), ainsi que carburants et lubrifiants.

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la **loi de modernisation de l'économie (LME)** d'août 2008. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. L'entreprise individuelle doit remplir les conditions du régime fiscal de la microentreprise. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Bibliographie

« La situation du commerce en 2009 - Rapport établi pour la Commission des comptes commerciaux de la nation », *document de travail* n° E 2010/05, Insee, juin 2010.

Hagège C. et Masson C., « La création d'entreprise en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1277, janvier 2010.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2010

Abonnement annuel : 74 € (France) 92 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Philippe Cotis
Rédacteur en chef :
Gilles Rotman
Rédacteurs :
L. Bellin, A.-C. Morin,
C. Perrel, C. Pfister
Maquette : P. Nguyen
Impression : Jouve
Code Sage IP101322
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2010

